

# Carte blanche

## France au Rwanda: un certificat de bonne conduite mérité ?

Bernard Maingain

Le Soir, 4 juillet 2014



FIGURE 1 – Photo de Bernard Maingain

Madame Braeckman relate dans vos colonnes, la teneur d'un séminaire tenu il y a quelques jours à La Haye, au cours duquel une cinquantaine de personnalités ayant joué un « rôle » à l'époque du génocide, sont revenues sur les événements des années nonante au Rwanda.

Les propos de Monsieur Védrine semblent donner une image pacificatrice de la France qui aurait voulu d'emblée soutenir le dialogue intrarwandais et en conséquence le processus d'Arusha. Ce certificat de bonne conduite ne me paraît pas mérité et le temps me paraît opportun de révéler l'un ou l'autre fait survenu à l'époque qui remet en perspective des propos donnant une image bien trop favorable de l'équipe de l'Elysée.

### **Une initiative pour la paix exclusivement africaine**

En 1991, après les arrestations massives survenues à Kigali en octobre de l'année précédente et la relance du conflit militaire au Rwanda, j'ai eu l'honneur de rencontrer à plusieurs reprises Madame Aloysia Inyumba, trésorière et militante du FPR, membre de la direction du mouvement. Elle m'exposa longuement au cours de nos promenades à Bruxelles et en Brabant wallon que la France mettait tout en œuvre pour détruire le F.P.R. et empêcher les Rwandais de dialoguer en vue de promouvoir un nouvel équilibre politique au Rwanda. Elle m'a dit qu'une partie importante du mouvement démocrate chrétien en Belgique (1) partageait cette option niant les questions posées à l'extérieur par le FPR et à l'intérieur par l'opposition qui se structurait en formations politiques.

C'est pour contrer la position de cette communauté internationale là et du gouvernement MRND qu'elle soutenait, que FPR et opposition intérieure ont entamé, sous mes yeux, un dialogue de paix. J'ai eu l'honneur d'être le témoin privilégié de ces efforts, des allers et retours entre les protagonistes du dialogue, et ceux-ci ont abouti au printemps 1992 à la tenue à Bruxelles, du premier séminaire commun entre les promoteurs de la pacification. Une initiative exclusivement africaine.

Les dirigeants du FPR et de l'opposition m'avaient prévenu que les temps étaient venus pour se rencontrer et montrer au monde qui refusait de voir cette possibilité, que le processus de pacification était possible. C'était le fruit de leurs efforts, et exclusivement

de leurs efforts.

La démarche était également soutenue par un sénateur Volksunie, Monsieur Willy Kuypers, et par l'avocat Johan Scheers.

La réunion s'est déroulée durant deux/trois jours en mai 1992. La première rencontre eut lieu dans une cave du palais de justice que Me Scheers et moi-même avions déniché (2). Je me souviens encore des personnes présentes. Côté opposition, Thaddée Bagaranga, Théoneste Gafaranga, Félicien Gatabazi, Faustin Twagiramungu, Justin Mugenzi qui se préoccupait plus de ses affaires que de l'accord politique en voie d'aboutissement. Côté FPR, Pasteur Bizimungu, Alexis Kanyarengwe, Jacques Bihozagara, Tito Rutaremara, Aloysia Inyumba! Le soir toutes ces personnes étaient réunies dans un restaurant de Woluwé et par la suite, avec l'aide de Monsieur Kuypers, nous avons pu nous réunir au Parlement où l'accord intervenu fut signé publiquement et suivi d'une conférence de presse (3). Bien loin d'un accord de paix soutenu par la France! mais perçu par les protagonistes de l'époque comme une étape nécessaire pour contrer la diplomatie française totalement hostile au FPR. Madame Braeckman suivait déjà l'actualité de l'époque.

### **« On risque notre vie pour avoir soutenu la paix »**

Je me souviendrai toute ma vie des paroles prononcées par Gatabazi et Gafaranga lorsque nous nous sommes quittés à l'aéroport, mes amis reprenant l'avion pour le Rwanda : « Sais-tu qu'on risque notre vie pour avoir soutenu la paix. Les hommes d'Habyarimana vont nous assassiner ». À l'époque je n'envisageais pas cette issue tragique. Les faits m'ont donné tort. Gatabazi et Gafaranga ont été assassinés tout comme Agathe Uwilingiyimana, première ministre qui en novembre 1993, me serrait dans ses bras à la primature en me disant que les forces hostiles à Arusha allaient entrer en action, les mêmes que celles qui s'étaient opposées au rapprochement de l'opposition et du FPR, tout comme Lando qui me confiait à l'époque le rôle néfaste de Justin Mugenzi qui œuvrait pour déstabiliser le Parti Libéral.

C'est après cet accord politique forgé par les seules forces politiques africaines que le relais diplomatique

est intervenu et que les efforts des uns et des autres ont mené jusqu'à Arusha, au grand dam de la frange extrémiste au pouvoir au Rwanda, soutenue par diverses personnalités françaises.

Je me souviens aussi de la proposition de Sylvestre Nsanzimana, ancien ministre de la Justice MRND, un homme sage et assurément pas extrémiste, de se joindre à la réunion de Bruxelles comme représentant spécial du Président Habyarimana mais l'accès à ces entretiens lui fut refusé par les délégations pour préserver le secret des négociations. Le détail n'était pas anodin vu la suite de l'histoire.

### **« Enjoliver la position de l'Elysée est contraire aux faits dont j'ai été témoin »**

Peu de temps après, Monsieur Reyntjens relayait auprès de Johan Scheers et Willy Kuypers, une invitation de rencontrer le Président Habyarimana et tous trois se rendirent à Kigali. J'ai toujours considéré que la démarche de Monsieur Reyntjens n'avait rien de celle d'un expert mais plutôt d'un compagnon de route du clan Habyarimana. Cette invitation recelait une trahison de la teneur des négociations qui devaient rester discrètes et poussait deux acteurs blancs dans les bras des extrémistes hutu (4) même s'ils s'en défendent et affirment avoir soutenu le processus démocratique. Ne valait-il pas mieux s'abstenir de toute interférence dont les effets négatifs n'étaient pas maîtrisés! Ce même clan d'extrémistes n'a eu de cesse de diviser l'opposition et après Arusha de détruire le processus de paix, des Français s'impliquant aussi dans le processus de destruction de ces accords.

Que Monsieur Védrine tente aujourd'hui d'enjoliver la position de l'Elysée dont il était le Secrétaire général en affirmant que la France soutenait Arusha est contraire aux faits dont j'ai été témoin. Si Arusha a pu exister c'est parce que des forces politiques africaines et elles seules avaient voulu la paix et la communauté internationale dont la France n'a pas promu mais subi et tout au plus accompagné le processus et pas nécessairement de façon positive!

La même France dont l'ambassade a servi de salle de réunion pour la constitution du gouvernement

putschiste et génocidaire d'avril dit des Abatazi (5) alors qu'Agathe, Lando, Gafaranga, Gatabazi, Kavaruganda, et tant d'autres mouraient, victimes de leur désir de paix. La même communauté internationale dont la Belgique, qui a lâchement abandonné les peaux noires du Rwanda à leur immense tragédie. Ces faits hantent mon quotidien. Ces personnes méritent un autre rappel historique qu'un récit enjoliveur de la position française sans respect pour ceux qui furent les martyrs de cette paix tant voulue. Le propos de Monsieur Védrine dont Colette a relaté la teneur, est un outrage à la mémoire de ces personnes et une falsification de l'histoire. Heureusement, les faits sont têtus.

1 Elle visait expressément les personnes gravitant autour de Madame Rita De Backer.

2 La veille de cette réunion, le chef de cabinet du Ministre de la Justice me téléphonait pour me dire qu'elle devait être considérée comme une initiative privée et que le gouvernement belge ne se considérait pas comme impliqué dans cette démarche.

3 Quelques jours plus tard, des combats reprenaient. Ils étaient liés à un coup tordu d'extrémistes hutu tentant de torpiller les résultats engrangés et de donner une image négative du FPR.

4 Me Scheers devint d'ailleurs, par la suite, le conseil de Jean Kambanda, le premier ministre du gouvernement génocidaire issu du putsch du 7 avril 1994 et condamné par le TPIR après ses aveux concernant sa participation au génocide.

5 Ce gouvernement se présentait comme celui des « sauveurs » !(sic)